Investissement Canada—Loi

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, je suis heureux de participer de nouveau à ce débat qui déterminera l'orientation fondamentale que prendra notre pays en matière économique. Nous vivons un débat historique, un débat qui affectera profondément non seulement l'existence de nos électeurs dans les régions où de nombreuses industries étrangères sont implantées, mais la vie de tous les Canadiens, de leurs enfants et des enfants de leurs enfants. Oui, c'est l'avenir de notre pays qui est en cause puisqu'il s'agit de savoir si nos orientations et nos objectifs seront définis ici au Canada par des Canadiens, en fonction de nos priorités, ou encore, comme le propose le gouvernement dans ce projet de loi, si ce sont les conseils d'administration à l'étranger qui établiront nos priorités, non pas en fonction des intérêts du Canada mais à partir des priorités globales des multinationales dont l'unique préoccupation est le bilan de fin d'année. C'est autour de cette alternative que s'articule le présent débat.

De nombreuses personnes sont venues témoigner devant le comité qui faisait une étude très attentive du projet de loi jusqu'au moment où le gouvernement a interrompu leurs efforts. En ce qui concerne les amendements à l'étude et l'ensemble de nos propositions, nous déplorons vivement que le gouvernement n'ait pratiquement pas tenu compte du point de vue des différents témoins qui ont comparu devant le comité.

Mon collègue, le député d'Essex-Windsor (M. Langdon), qui a fait un excellent travail en menant le débat au nom du Nouveau parti démocratique, a présenté tout un éventail d'amendements. Ceux-ci portent tous sur les grands objectifs du projet de loi ainsi que sur les attributions du ministre qui aura la tâche de veiller à l'application de la loi au nom du gouvernement. Sans doute que cette série d'amendements permet très bien de distinguer entre l'approche du gouvernement qui a décidé d'ouvrir les portes toute grandes au capital étranger sans restriction, et l'approche néo-démocrate selon laquelle l'investissement étranger peut être avantageux pour les Canadiens, sous réserve que cet investissement soit assujéti à des conditions établies par les Canadiens eux-mêmes.

Prenons l'amendement proposé à la motion n° 10. En ce qui concerne les attributions du ministre, le gouvernement affirme que le ministre devra aider à élaborer des politiques en matières industrielles et économiques qui influencent l'investissement au Canada. L'amendement que propose mon collègue d'Essex-Windsor dépasse de beaucoup cet objectif. Il ne demande pas seulement au ministre d'aider à élaborer des politiques qui, en fin de compte, entraîneront la ruine de la souveraineté économique du Canada. Voici plutôt ce qu'il propose:

... établir pour l'économie canadienne, en matière d'investissement dans le secteur public et le secteur industriel privé, des lignes directrices à moyen et long terme compatibles avec une stratégie industrielle axée sur le plein emploi, la croissance, la diversification, l'autonomie et la concurrence des exportations;

Quel contraste entre l'attitude du gouvernement, qui affirme que le ministre aidera à l'élaboration de certaines politiques, et

celle du Nouveau parti démocratique, qui déclare que le ministre a l'obligation d'élaborer des politiques, non seulement à court terme, des politiques de circonstance comme l'a fait le gouvernement jusqu'ici, mais des politiques à moyen et à long terme. Ces politiques devraient comporter des priorités pour le secteur public et le secteur privé. Les députés néo-démocrates, contrairement aux députés ministériels et, sous de nombreux rapports, aux députés de l'opposition officielle, croient que le secteur public a un rôle important à jouer au Canada.

Le groupe d'étude sur l'emploi que mes collègues de Yorkton-Melville (M. Nystron) et d'Essex-Windsor ont présidé avec tant de compétence ont tenu des audiences partout au Canada. Les Canadiens ont dit sans équivoque au groupe d'étude qu'ils étaient disposés à confier un rôle important au secteur public, non pas pour qu'il devienne monolithique, bureaucratique et centralisé, mais afin qu'il réponde davantage aux besoins des collectivités locales et qu'il réagisse aux préoccupations et aux priorités de nos concitoyens où qu'ils vivent au Canada.

Les secteurs public et privé ont tous deux un rôle à remplir. Il faut insister sur une stratégie industrielle dont l'objectif central serait le plein emploi. Le gouvernement fédéral ne s'engage nullement dans ce projet de loi à favoriser la priorité fondamentale qui intéresse tous les Canadiens, c'est-à-dire le plein emploi.

Chacun d'entre nous constate chaque jour, au bureau de sa circonscription, les répercussions dévastatrices du chômage sur les plans personnel et économique, que ce soit parmi les jeunes qui terminent leurs études universitaires ou secondaires et qui se cherchent désespérément un emploi à long ou à court termes, à temps partiel ou à temps plein ou que ce soit parmi ceux qui ont actuellement un emploi, mais qui se sentent menacés et craignent de le perdre. Ce projet de loi confie les décisions fondamentales au sujet de l'orientation économique du Canada aux membres anonymes de conseils d'administration étrangers. C'est ce à quoi nous nous opposons fondamentalement dans le projet de loi et nous nous y opposerons tant que le gouvernement ne reviendra pas à la raison et ne reconnaîtra pas qu'il doit modifier sa ligne de conduite. Le plein emploi est donc une priorité fondamentale.

Notre amendement propose aussi une diversification économique. Je le répète, nos recommandations visent à assumer notre autonomie, afin que ce soient des Canadiens qui prennent les décisions de nature économique. Pour ce qui est de la compétitivité de nos exportations, les sociétés étrangères établies au Canada préféreront ne pas faire trop d'efforts de ce côté afin de ne pas concurrencer la société mère située aux États-Unis. Nous prétendons que de nombreux nouveaux emplois peuvent être créés grâce aux exportations. Si les sociétés étrangères ne sont pas disposées à profiter pleinement de ces occasions, nous ne leur réserverons pas un accueil chaleureux, car, en définitive, leur stratégie provoquera des pertes d'emplois au Canada.